



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Numéro 138 - Janvier 2009

NOTRE OPINION

- [Les nombreuses “bandes de Gaza” invisibles des forêt](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Cameroun : les populations s’opposent à la création d’une « forêt communale »](#)
- [Équateur : de nouvelles explorations au Yasuni](#)
- [Paraguay : la protection des peuples autochtones en isolement volontaire ne peut plus attendre](#)
- [Philippines : le pétrole et le gaz apportent la misère et la destruction à la région des mangroves](#)
- [République démocratique du Congo : les barrages d’Inga sont une belle affaire pour les entreprises mais n’apportent aucun bénéfice aux populations locales](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Indonésie : le papier qui a apporté la violence et la mort](#)
- [Nigeria : des pneus fabriqués aux dépens des moyens de vie de la population](#)
- [Nouvelle publication du WRM sur les résistances autour des plantations industrielles au Cameroun](#)
- [Papouasie-Nouvelle-Guinée : par sa promotion du palmier à huile, la Banque mondiale fait sombrer les gens dans la misère](#)
- [Les plantations, la pauvreté et le pouvoir: le rôle de l’Europe dans l’expansion de l’industrie de la pâte dans le Sud](#)

L'AFFAIRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- [Le charbon de bois déguisé en “biochar”: encore une combine technologique](#)

NOTRE OPINION

– Les nombreuses “bandes de Gaza” invisibles des forêts

Ces dernières semaines, le monde a été le témoin impuissant de l'horreur de l'invasion israélienne de la bande de Gaza. Les images de la télévision ne reflétaient qu'une petite partie de la souffrance de la population palestinienne mais elles suffisaient largement à faire comprendre la tragédie qu'elle vivait. Des familles entières décimées par les bombes ; des foyers, des écoles, des magasins, des hôpitaux et des temples réduits en décombres en quelques secondes ; la destruction des systèmes de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité ; la peur, la colère, la douleur, l'épuisement, la faim, la soif.

Ce que la plupart du monde ne sait pas – parce que les médias n'en parlent jamais – est qu'il existe d'autres situations très semblables à celle de Gaza, qui se produisent presque chaque jour à d'autres endroits de la planète. Les armes employées peuvent être différentes, le nombre des personnes affectées est peut-être moindre, mais les résultats sont les mêmes : la violation des droits des personnes et la destruction de leurs moyens d'existence.

Par exemple, le 18 décembre 2008 des centaines de policiers et de paramilitaires ont pris d'assaut un village de la province indonésienne de Riau, à Sumatra, avec des gaz lacrymogènes et des armes à feu. Un hélicoptère a laissé tomber sur le village une bombe incendiaire qui a brûlé des centaines de maisons, apparemment avec du napalm. Deux petits ont été tués, il y a eu beaucoup de personnes blessées et d'autres ont été arrêtées. Près de 400 villageois ont fui vers les forêts des montagnes, seules 58 personnes sont restées dans le village. Deux jours plus tard, un hélicoptère a survolé à faible altitude les tentes des villageois qui avaient perdu leur foyer et les a bombardées de pierres.

La cause de tant de violence peut paraître absurde : la production de papier. Pourtant, comme dans le cas du conflit en Palestine, le problème de fond réside dans le contrôle territorial. Le gouvernement de l'Indonésie ne reconnaît pas les droits coutumiers des populations ; il s'arroge la propriété du territoire et cède celui-ci à une entreprise pour qu'elle plante des arbres destinés à la production de papier. Les populations y résistent et on leur répond par la violence.

Des situations semblables ont lieu en permanence et le contrôle du territoire en est toujours une des causes principales. Par exemple, chaque fois qu'un gouvernement décide de construire un grand barrage hydroélectrique il viole les droits de milliers ou de centaines de milliers de personnes qui habitent dans la région, dont les foyers, les forêts et les champs seront inondés ou dont les moyens d'existence seront gravement atteints. Le plus souvent, les gens ne l'acceptent pas passivement et l'État intervient pour réprimer et criminaliser leur opposition.

Il en est de même lorsque l'État accorde des concessions forestières, pétrolières ou minières à des entreprises. Les territoires concernés ne sont pas déserts, ils sont habités par des populations autochtones, traditionnelles ou paysannes qui, dans de nombreux cas, les habitent depuis bien avant l'existence de l'État national. Pourtant, ce dernier s'attribue la propriété des terres au mépris des droits ancestraux de ces communautés.

Il convient de préciser que, pour ces peuples, la destruction de la forêt est équivalente à ce qui est arrivé à Gaza, où les foyers, les temples, les écoles, les entrepôts, les hôpitaux et les systèmes d'eau potable ont été détruits. En effet, la forêt est leur foyer et leur temple, le lieu où ils trouvent la nourriture, les médicaments, les engrais, les fibres, le bois, l'eau et tout ce qu'il leur faut pour vivre. La disparition de la forêt et la dégradation de l'environnement provoquée par les activités industrielles qui s'installent à sa place – extraction de bois, monoculture, exploitation minière ou pétrolière, hydroélectricité, etc. – sont autant de bombes qui tombent sur leur territoire et qui détruisent tout ce qui a de la valeur pour eux.

« Nous sommes tous des Palestiniens » : des milliers de personnes du monde entier ont scandé cette devise en manifestant leur soutien du peuple palestinien et leur rejet de l'attaque d'Israël à la bande de Gaza. Bien d'autres « Palestiniens », dont les Ayoreo du Paraguay, les Adivasi de l'Inde, les Bagyeli de l'Afrique centrale, les Tagaeri et les Taromenane de l'Équateur et du Pérou, sont aujourd'hui « bombardés » et ont besoin d'être soutenus dans leur lutte inégale contre des ennemis beaucoup plus puissants qu'eux.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Cameroun : les populations s'opposent à la création d'une « forêt communale »

La création d'une forêt communale peut paraître une bonne chose. Or, pour de nombreux villages de l'arrondissement de Dzeng (département du Nyong et So'o dans la province du Centre), elle ne l'est pas, et ils se sont opposés à la tentative du maire de la commune de Dzeng d'affecter leurs forêts à l'exploitation commerciale en en classant 25 182 hectares comme « forêts communales », une catégorie à mi-chemin entre la concession forestière et la forêt communautaire.

La loi n° 94/01 stipule que le classement doit tenir compte de l'environnement social des populations autochtones et qu'elles doivent conserver leurs droits d'usage traditionnels. L'autorité locale doit préparer un plan de gestion et la population doit y être associée et donner son accord. Or, dans le cas présent les habitants n'ont jamais été consultés et le projet du maire de classer leurs terres comme « forêts communales » ne leur a jamais été communiqué, ce qui est contraire à l'esprit de la loi. Ils n'auraient appris l'existence du projet que par un communiqué discrètement affiché sur un mur de la commune de Dzeng.

Le maire a dit qu'il prévoit de construire une scierie dans la zone. « Nous formulons fermement notre opposition à ce projet de classement forcé de toutes nos forêts traversées par la rivière Tofini en forêt communale dans le but de renflouer les poches d'un groupe d'individus n'ayant jamais eu le moindre souci d'intérêt général », ont écrit au maire les chefs des villages d'Assok et de Nkonmedzap. [1]

Le maire allègue que l'acquisition d'urgence d'une forêt communale est due à la paupérisation extrême de sa commune et au besoin de ressources pour la réalisation de projets. Pourtant, cette forêt a déjà été abondamment exploitée par des entreprises forestières qui n'ont apporté que la destruction. La forêt est maintenant en cours de régénération après avoir été dépourvue des essences les plus prisées par des entreprises comme SAB et SEBC, filiales du groupe français Thanry, l'un des plus grands conglomérats forestiers de l'Afrique. Le groupe Thanry est contrôlé à présent par la société Vicwood Pacific de Hong Kong.

Dans une lettre ouverte adressée à Paul Biya, président de la République du Cameroun, Alain G. Njimoluh Anyouzoa manifeste la crainte qu'éveille chez lui et chez toutes les familles du district mentionné le fait qu'en échange des terres qu'ils

perdraient au profit de l'exploitation commerciale ils n'obtiendraient qu'une scierie comme prix de consolation. La lettre demande au président d'intervenir pour éviter « cette tentative de pillage de notre commune, comme c'est déjà arrivé dans d'autres régions de notre cher pays ».

Une lettre ouverte a été adressée également au maire Emmanuel Nnemde, où il affirme qu'il s'agirait d'un classement manipulé qui transformerait des terres boisées en « forêt communautaire », sans aucun bénéfice pour les populations. « Vous expliquez votre démarche d'acquisition d'urgence d'une forêt communale par une paupérisation extrême de votre commune et un grand besoin de ressources pour la réalisation des projets. Arguments battus en brèche par vos administrés dont les forêts avaient déjà été sauvagement exploitées par les sociétés forestières Sab et Coron dans les années quatre-vingts sans aucun investissement local en contrepartie », dit la lettre.

Njimoluh Anyouzoa mentionne dans sa lettre les conséquences désastreuses de la gestion approximative des forêts communales existantes : chômage, pauvreté, famine, prostitution, maladies graves (VIH/SIDA), grossesses non désirées. « C'est ce que les populations d'Assok, Nkomedzap, etc. ont essayé de vous faire comprendre dans leur pétition aux autorités camerounaises compétentes, notamment en raison de la loi N° 94/01 du 20/01/1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, laquelle vous accordera un pouvoir quasi-discrétionnaire pour l'exploitation de ces forêts une fois devenues 'forêts communautaires' », ajoute-t-il.

Il annonce qu'il a envoyé une copie de cette lettre « au bureau de l'Agence Européenne de l'Environnement basée à Copenhague (Danemark), afin de savoir dans quelle mesure l'Union Européenne serait impliquée dans ce projet », et pour « dénoncer vigoureusement la politique de 'liquidation de nos forêts' dont cette dernière se rendrait coupable avec la complicité de certaines autorités locales ».

Sources : [1] « Dzung : une forêt déchire les populations et le maire », *Mutations*, 27 novembre 2008, <http://www.quotidienmutations.info/mutations/nov08/1227799736.php> ; [2] Lettre ouverte de Njimoluh Anyouzoa au maire de la commune de Dzung, Cameroun, 30 décembre 2008, envoyée par l'auteur.

index

– Équateur : de nouvelles explorations au Yasuní

Le parc national Yasuní s'étend sur les bassins des fleuves Yasuní, Cononaco, Nashiño et Tiputini. Ces fleuves aux bassins importants traversent aussi des plaines inondables, des zones marécageuses, des étangs et plusieurs systèmes lacustres comme ceux de Jatuncocha, Garzacochoa et Lagartocochoa. Cette région est le territoire ancestral du peuple waorani et de deux peuples en isolement volontaire, les Tagaeri et les Taromenane.

Cononaco et Tiputini, comme des centaines d'autres noms indigènes, sont aussi les noms de champs pétroliers. L'industrie pétrolière les a adoptés pour nommer la

dévastation, comme une forme d'humiliation supplémentaire.

En décembre 2008, les Waorani ont dénoncé qu'il y avait de nouvelles explorations pétrolières à Cononaco. Pour neutraliser la communauté, l'entreprise nationale Petroecuador lui a remis 35 000 dollars. Or, ces nouvelles explorations affectent le parc national Yasuní.

Les activités pétrolières à Cononaco ont été inspectées dans le cadre du procès contre l'entreprise Texaco, qui avait ouvert et exploité ce champ. Sur les 35 échantillons pris, 30 ont présenté des indicateurs dépassant les limites légales.

Cette zone fait partie de la réserve de biosphère Yasuní, elle se trouve dans le territoire waorani et la pollution touche directement le parc Yasuní.

En 2006, l'oléoduc qui relie les champs Auca et Cononaco s'est cassé et le déversement a pollué le fleuve Tiputini qui serpente à travers le parc. Mais le plus grave est que les nouvelles explorations ont lieu dans les zones d'influence des peuples en isolement volontaire.

Ces nouvelles explorations pétrolières dans des zones protégées révèlent la volonté de poursuivre l'application d'un modèle fondé sur l'extraction, pour lequel la nature est un obstacle et qui, en plus d'employer les mêmes méthodes de l'industrie, viole dès le premier forage tous les droits reconnus par la nouvelle Constitution :

- l'interdiction des activités pétrolières dans les zones protégées (Article 407) ;
- le droit de la nature d'exister et de maintenir sa structure et ses cycles vitaux (Article 72) ;
- le principe de précaution, suivant lequel l'État devra appliquer des mesures de précaution et de restriction aux activités susceptibles de provoquer l'extinction d'espèces, la destruction d'écosystèmes ou l'altération permanente des cycles naturels (Article 73) ;
- la protection du territoire des peuples en isolement volontaire, dont la violation équivaldrait au délit de génocide et d'ethnocide (Article 57).

Les Waorani, qui ont manifesté de diverses manières leur opposition aux activités pétrolières, ont été criminalisés, divisés et ignorés. Pourtant, grâce à la reconnaissance du droit à la résistance (Article 98), ils ont maintenant un moyen de passer de la plainte à l'action.

Esperanza Martínez, Oilwatch, adresse électronique : tegantai@oilwatch.org

index

– Paraguay : la protection des peuples autochtones en isolement volontaire ne peut plus attendre

Les Ayoreo constituent l'une des près de 100 tribus non contactées du monde et le seul peuple non contacté de l'Amérique du Sud à l'extérieur du bassin de l'Amazonie. Les Totobiegosode (« les gens de la région des cochons sauvages ») sont le sous-

groupe le plus isolé de tous les Ayoreo. Ils habitent dans le Chaco, une vaste forêt dense et broussailleuse qui s'étend du Paraguay à l'Argentine et la Bolivie. D'après un communiqué urgent envoyé aux Nations unies par Survival International en novembre 2008, ils sont extrêmement vulnérables à tout contact avec des gens de l'extérieur parce qu'ils manquent d'immunité contre les maladies [1].

Bien que certains aient réussi à éviter tout contact avec des étrangers, depuis 1969 beaucoup d'entre eux ont été forcés de quitter la forêt, harcelés par le déboisement pratiqué par les spéculateurs fonciers et les éleveurs. Deux entreprises brésiliennes (Yaguarete Pora S.A. et River Plate S.A.) sont en train de dévaster le territoire ancestral et les moyens de vie des Totobiegosode, surtout pour l'élevage de bétail destiné à la production de viande.

Après la publication de photos satellite qui révélaient la destruction du territoire de ces peuples autochtones, le public paraguayen a condamné cette situation, les médias du monde entier ont couvert l'affaire et Survival International a organisé une campagne épistolaire [3]. Le Conseil national de l'environnement paraguayen (CONAM) a annoncé la décision de retirer à Yaguarete Pora S.A. son permis pour travailler dans la zone, mais l'équipe gouvernementale qui s'y est rendue pour enquêter en a été empêchée par les employés de l'entreprise.

D'après un communiqué de presse de la Coalition mondiale des forêts (GFC) [2], « cette tragédie a lieu dans la réserve de carbone la plus grande du Paraguay et dans un département où le déboisement est interdit par la législation ».

La superficie des terres des Totobiegosode rasées au bulldozer dans le Nord du Chaco a presque triplé depuis mai de l'année dernière. La ruée pour les agrocarburants est venue s'ajouter à l'habituel accaparement de terres pour l'élevage de bétail de boucherie. Le ministère de l'Agriculture du Paraguay a présenté les agrocarburants comme un investissement profitable dans la région du Chaco. Les sociétés argentines Carlos Casado et Patagonia Bioenergía ont créé ensemble une entreprise qui plantera *Jatropha curcas* au Paraguay pour la fabrication d'agrocarburant (<http://www.biodiesel.com.ar/?p=1001#more-1001>).

D'après le communiqué de la GFC, « Le déboisement du territoire des Ayoreo se fait à un rythme impressionnant. Plus de 200 hectares ont été coupés à blanc et 1 000 ha supplémentaires seront défrichés d'ici la fin de l'année. Les responsables affirment qu'ils vont respecter ce délai 'coûte que coûte'. Les terres seront destinées à la plantation de *Jatropha curcas* ». Le communiqué ajoute que « l'entreprise Carlos Casado a déjà un 'essai en plein champ' de 15 000 hectares dans la partie occidentale du Chaco ».

Ces projets et politiques qui dévastent la diversité culturelle de la société, l'environnement et le climat vont à l'encontre des discours du président Fernando Lugo, qui a promis de protéger les droits des peuples autochtones et l'environnement. Comme l'affirme Survival International, « Lugo doit prendre tout de suite des mesures pour protéger les Ayoreo-Totobiegosode. Si on continue d'attendre il sera trop tard ».

[1] "Emergency report to UN about uncontacted tribe", Survival International,

<http://www.survival-international.org/news/3938>.

[2] "Glimmer of hope for uncontacted tribe", *Survival International*, <http://www.survival-international.org/news/3929>.

[3] "Agrofuel Production Threatens the Life of last remaining Indigenous Peoples Living in Voluntary Isolation South from the Amazonian Basin", 11 décembre 2008, *Global Forest Coalition*, envoyé par Rachel Smolker, *Global Justice Ecology Project/Global Forest Coalition*, adresse électronique : rsmolker@globaljusticeecology.org.

index

– Philippines : le pétrole et le gaz apportent la misère et la destruction à la région des mangroves

Il y a plus de trois ans, un grand bateau est arrivé à l'improviste au détroit de Tañon, l'une des zones de pêche les plus riches des Philippines centrales et un centre mondial de diversité biologique marine. Pendant deux mois, le M/S Veritas Searcher, propriété de la Japan Petroleum Exploration Co. Ltd (Japex) a parcouru le détroit pour détecter l'existence de gisements de pétrole et de gaz naturel et en déterminer l'étendue à l'aide d'une technologie très sophistiquée.

À l'insu de la population, Japex avait déjà entrepris une étude géophysique très complète par la méthode de la sismique réflexion : avec un canon à air et des hydrophones reliés à un câble que l'on traîne dans l'eau, on peut repérer les structures géologiques principales du sous-sol marin. Le bruit que produit cette installation est de 255 décibels (dB), ce qui dépasse de loin le seuil de 80 dB que tolère l'être humain et celui des animaux, qui est encore plus bas. Les explosions peuvent porter atteinte aux organes reproducteurs, faire éclater la vessie natatoire et provoquer du stress physiologique chez les organismes marins. Elles peuvent causer aussi des altérations du comportement, réduire ou éliminer l'habitat, modifier la distribution des poissons sur des dizaines de kilomètres et endommager les œufs et les larves du plancton. Depuis, la vie de milliers de pêcheurs de subsistance n'a plus été la même.

Les palétuviers qui longent le détroit de Tañon signalent la présence de la mangrove, un écosystème très riche en produits alimentaires, aujourd'hui menacé par la prospection pétrolière et gazière. Le poisson est un élément très important du régime alimentaire : il représente plus de 50 % des protéines d'origine animales consommées dans le pays. Les activités de Japex dans le détroit de Tañon et celles de NorAsia Energy Ltd dans le détroit de Cebu-Bohol sont en train d'affecter négativement près de 200 000 pêcheurs des provinces de Cebu, Bohol, Negros oriental et Negros occidental dans la région des Visayas centrales. Les diverses missions d'inspection conduites depuis 2005 par plusieurs organisations ont constaté la destruction d'engins de pêche, la disparition d'espèces de poisson locales et la diminution des prises que les opérations de Japex et de NorAsia ont provoquées. La pêche est passée de 15-20 kilos à 3-5 kilos d'après les pêcheurs qui utilisent des canots à moteur, et de 4-6 kilos à 0-2 kilos suivant ceux qui utilisent des canots sans moteur.

L'organisation de pêcheurs Pamalakaya craint que les activités d'exploration de pétrole et de gaz n'aient des répercussions de longue durée, non seulement sur les moyens de subsistance des pêcheurs de la région mais sur la sécurité alimentaire du

pays tout entier. Ces activités risquent de provoquer une « crise du poisson » qui ferait tomber d'environ 600 000 tonnes par an la production de poisson et d'autres produits marins pendant une période de sept à dix ans. La consommation de poisson par personne diminuerait d'au moins 20 pour cent.

De son côté, l'entreprise australienne NorAsia s'apprête à commencer le forage offshore dans le détroit de Cebu-Bohol au début de l'année prochaine. Au vu des effets dévastateurs de l'exploration, il n'est pas difficile d'imaginer quelles seront les conséquences de l'exploitation pétrolière et gazière. « Nous craignons qu'il ne nous reste plus rien à manger quand le forage commencera. Même maintenant, le riz est souvent tout ce que nous pouvons nous permettre. Quelques autres marchandes de poisson sont parties dans les villes pour travailler comme employées de maison parce qu'elles n'avaient plus moyen de gagner leur vie ici », a dit Lucena Sarahena, de 41 ans, résidant au barangay Langtad, à Argao. « Nos revenus suffisaient tout juste à payer le transport, la nourriture et l'électricité. À présent, c'est à peine si on réussit à mettre quelque chose sur la table », a dit Merla Labid, de 53 ans, dont le petit-fils est tombé malade de bronchopneumonie et a dû abandonner ses études à la 6^e année.

NorAsia a promis aux habitants d'Argao que le prix de l'essence, ainsi que celui des produits de base, descendra si l'exploration de gaz et de pétrole donne de bons résultats. Mais les pêcheurs du barangay Langtad ne sont pas convaincus. « À quoi va nous servir la baisse des prix si nous n'avons pas d'argent parce qu'il n'y a pas de poisson ? », a demandé Felisa Albandonido, de 60 ans.

La situation a abouti à la création et le renforcement d'organisations de pêcheurs dans toute la région. Les pêcheurs organisent des activités, des assemblées publiques, des manifestations et des actions collectives.

« Nous avons vu en Asie et dans bien de régions du monde que le pétrole n'apporte pas la richesse au peuple », a dit Gilbert Sape, de la Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire (PCFS). Au contraire, l'expérience des pêcheurs des Philippines centrales confirme que la possibilité de trouver du pétrole augmente la pauvreté et la destruction des richesses naturelles du monde.

Extrait et adapté de : "Hunger and plunder in the seas: Oil and gas exploration causes destruction of marine environment and food insecurity in Central Philippines", Ilang-Ilang D. Quijano, PAN AP et PCFS, novembre 2008, <http://www.foodsov.org/resources/hungerplunder.pdf>.

index

– République démocratique du Congo : les barrages d'Inga sont une belle affaire pour les entreprises mais n'apportent aucun bénéfice aux populations locales

Le complexe hydroélectrique d'Inga (Inga 1, Inga 2, Inga 3 et Grand Inga) est situé 140 miles au sud-ouest de la capitale du pays, Kinshasa. Il est situé sur les chutes d'Inga, qui sont par leur volume les plus grandes du monde, et à neuf miles des rapides où le

deuxième fleuve le plus large du monde, qui possède un débit de 42 476 m³/s, tombe de près de 100 mètres sur à peine huit miles.

Le projet a démarré en 1920, sous le régime colonial de la Belgique. Les autorités coloniales ont obligé les habitants originels du site à partir sans recevoir aucune compensation. Aujourd'hui, les populations expulsées d'Inga n'ont toujours pas été indemnisées.

Les centrales hydroélectriques Inga 1 et Inga 2 ont été construites en 1972 et 1982. Les deux ont lourdement contribué à la dette extérieure du pays mais, à l'heure actuelle, elles ne tournent qu'à 40 % de leur capacité parce qu'elles n'ont jamais reçu d'entretien : la moitié des 14 turbines ne fonctionnent pas du tout [1].

La centrale Inga 3 serait destinée à exporter de l'électricité en Afrique du Sud et d'autres pays voisins et à attirer en RDC des industries à forte consommation d'énergie ; son coût total serait de 8 milliards USD [2].

La centrale Grand Inga a été proposée dans les années 1980 mais sa construction a été retardée par les conflits politiques en Afrique centrale. Elle a été reprise en avril de l'année dernière, après que sept gouvernements africains et les banques et les entreprises de construction les plus grandes du monde se sont rencontrés pour planifier cet énorme projet d'un coût estimé de 80 milliards USD. Conçu comme une série de 52 turbines de 750 MW, Grand Inga (qui comprend Inga 3) produirait deux fois plus d'énergie que le barrage le plus grand et célèbre du monde, celui de Trois Gorges en Chine.

Grand Inga « éclairerait l'Afrique » et permettrait d'industrialiser le continent pour en diminuer la pauvreté. Mais, d'après le rapport d'International Rivers, « le système centralisé d'Inga risque de ne pas faire grand chose pour 'éclairer' 90 % des habitants de l'Afrique qui manquent d'électricité, car la plupart habitent des zones rurales inaccessibles au réseau électrique. L'élargissement des réseaux est très coûteux ; si on essayait d'atteindre les nombreux villages éparpillés dans la campagne, le coût du projet augmenterait considérablement, ainsi que le coût de l'électricité. ... Sur la base des tendances historiques, il est probable que l'effet d'entraînement sur l'emploi et les impôts sera minime pour les Africains les plus pauvres, tandis que le poids insoutenable des dettes nationales augmentera » [3].

En fait, le projet apportera la croissance économique aux industries étrangères en quête d'électricité bon marché, et des opportunités financières aux élites africaines et aux leaders gouvernementaux. Pour cela, ils bénéficieront du soutien financier du Groupe Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque africaine de développement, ainsi que du soutien politique des pays du G8.

D'autre part, selon l'article de The Guardian, « la probabilité que Grand Inga soit terminé en 2022 semble avoir augmenté l'année dernière, lorsque les gouvernements, les banques et les entreprises privées se sont rendu compte qu'ils pouvaient obtenir des rendements considérables grâce au marché des compensations d'émissions et aux crédits des Nations unies pour le changement climatique » [4].

En ce moment de crise du crédit, le Mécanisme de développement propre (MDP), un programme fondé sur le marché pour subventionner des projets censés produire peu d'émissions dans les pays en développement et permettre ainsi aux pollueurs industriels de continuer comme si de rien n'était, représente une source d'argent supplémentaire très nécessaire pour ce projet milliardaire. Le projet Grand Inga est vendu comme une source d'énergie « propre et respectueuse de l'environnement », susceptible de compenser les émissions de carbone produites ailleurs « en exploitant une centrale hydroélectrique au fil de l'eau au lieu d'endiguer un fleuve ».

Mais International Rivers prévient que « Si les centrales au fil de l'eau peuvent avoir des effets moins nuisibles que les barrages de stockage, elles sont loin d'être toujours bénéfiques pour l'environnement. Le terme 'au fil de l'eau' étant assez vague, on l'utilise souvent pour donner un vernis écologiste aux projets de ce genre. En fait, beaucoup de centrales au fil de l'eau ont de grands murs, de fortes répercussions environnementales et sociales et même de grands réservoirs. On ne sait pas encore quelle sera l'importance des barrières et des canaux de dérivation de ce projet colossal, mais les effets accumulés des 52 turbines de Grand Inga et d'Inga 3 sur le débit du fleuve risquent d'être considérables. Il faudra analyser avec soin les conséquences pour la pêche, les forêts riveraines et l'écologie du fleuve. À mesure que se multiplient les études sur les émissions de GES de l'hydroélectricité, les chercheurs trouvent de plus en plus de preuves que les émissions des barrages, et surtout celles de méthane, sont une source d'inquiétude légitime ».

[1] "Inga 1 and Inga 2 dams", *International Rivers*,
<http://www.internationalrivers.org/en/node/2877>.

[2] "Inga 3", *International Rivers*, <http://www.internationalrivers.org/en/africa/grand-inga-dam-dr-congo/inga-3>

[3] « Grand Inga n'est-il qu'une grande illusion ? », *International Rivers*,
<http://www.internationalrivers.org/en/africa/grand-inga-n-est-il-qu-une-grande-illusion>.

[4] "Banks Meet Over £40bn Plan to Harness Power of Congo River and Double Africa's Electricity", John Vidal, *The Guardian*, <http://www.internationalrivers.org/en/node/2744>.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Indonésie : le papier qui a apporté la violence et la mort

Une fois de plus, le conflit pour les ressources naturelles a fait des ravages chez les plus humbles. En cette occasion, l'action criminelle a eu lieu à Suluk Bongkal, un village du Beringin situé dans le district de Bengkali, à Sumatra, dans la province de Riau.

Le 18 décembre 2008, des centaines de policiers et de paramilitaires ont foncé sur le village avec des armes et des gaz lacrymogènes. Un hélicoptère qui appartiendrait à l'entreprise PT Arara Abadi a lâché une bombe incendiaire qui a brûlé des centaines de maisons, apparemment au napalm. Deux enfants ont été tués, il y a eu beaucoup de blessés et d'autres personnes ont été arrêtées. Environ 400 villageois se sont

enfuis dans la forêt sur la montagne et seuls 58 habitants sont restés sur place. Deux jours plus tard, un hélicoptère a survolé de près les tentes des habitants qui avaient perdu leurs maisons et les a bombardées de pierres. La pression psychologique y est extrême.

L'attaque avait pour but d'expulser la population qui, depuis longtemps, est en conflit avec l'entreprise de plantation PT Arara Abadi (une filiale du groupe Sinar Mas qui, comme Asia Pulp & Paper, appartient à Eka Tjipta Wijaya) pour des questions de droits fonciers. Arara Abadi dirige la plus grande plantation industrielle d'arbres de l'Indonésie, laquelle fournit du bois à l'usine de pâte et de papier Indah Kiat. Rien qu'à Riau, Arara Abadi a des concessions sur plus de 350 000 hectares.

L'organisation écologiste WALHI (Les Amis de la Terre Indonésie) dénonce que la plupart de ces plantations d'arbres ont été établies en contravention de la législation indonésienne : sur des pentes de plus de 30°, dans des bassins hydrographiques, dans des zones à forte diversité biologique et sur des terres qui appartiennent aux communautés locales. Les habitants sont en train de perdre leurs droits sur les terres sans recevoir en échange une compensation juste et opportune ; ils deviennent de plus en plus pauvres à mesure qu'ils perdent l'accès et le contrôle des richesses naturelles du pays.

Selon WALHI, la violence à Suluk Bongkal montre que la manière dont les ressources naturelles sont traitées en Indonésie crée de plus en plus de conflits et prive la population d'éléments indispensables.

Les problèmes ont commencé en 1984, lorsque PT Arara Abadi a réclamé la terre et détruit 200 tombes qui appartenaient aux Sakai autochtones. Depuis, les conflits et la violence n'ont cessé d'augmenter.

Il faut restituer aux gens la souveraineté sur les ressources dont dépend leur subsistance. Le gouvernement doit restructurer l'industrie de la pâte et du papier et revoir les permis des plantations industrielles d'arbres. « WALHI demande que le gouvernement annule le permis de PT Arara Abadi, qu'il mette fin à la violence contre la population et à toutes les mesures destinées à isoler le village, qu'il libère ceux qui ont été arrêtés et qu'il rende au peuple toutes les propriétés qui lui ont été volées », dit Berry Nahdian Forquan. « WALHI demande aussi que l'on prenne des mesures sévères contre les responsables de la violence ».

« WALHI s'oppose fermement à ce que l'État use de violence contre la population pour défendre les intérêts de l'industrie », dit le directeur de WALHI. « Ces interventions policières et paramilitaires constituent une violation des droits de l'homme », déclare-t-il.

Nous encourageons les lecteurs à appuyer les réclamations de WALHI, qui demande que les autorités étatiques garantissent les droits de la population, mènent une enquête et punissent les responsables de ce crime, annulent le permis de l'entreprise de plantation en question et ne sacrifient pas les droits de la population pour défendre les intérêts économiques des entreprises. À cette fin, ils pourront signer une lettre qui sera envoyée aux autorités indonésiennes et qui est postée sur le site de Rettet den

Regenwald : <http://www.regenwald.org/international/englisch/protestaktion.php?id=345>.

De son côté, le groupe de travail pour la démocratie, les droits de l'homme et la protection de l'environnement de l'Indonésie et du Timor oriental, Watch Indonesia!, demande « une enquête immédiate sur cette nouvelle violation des droits de l'homme, l'indemnisation de la population locale et la garantie de sa sécurité et de ses droits, ainsi que la punition des responsables de la violence. Nous demandons que les gouvernements et les entreprises européens revoient leurs rapports avec des entreprises telles que Sinar Mas, qui sont responsables de violations des droits de l'homme. La consommation excessive de l'Europe est en partie responsable du recours croissant à la violence dans les conflits fonciers concernant le papier, l'huile de palme, l'or et d'autres matières premières. Sumatra n'est pas le seul endroit où les gens sont expulsés de force pour la production massive de papier ».

Article rédigé à partir de communiqués de presse de WALHI, envoyé par Ade Fadli, adefadli@walhi.or.id, et Watch Indonesia!, <http://lists.topica.com/lists/indonesia-act@igc.topica.com/read/message.html?sort=t&mid=813357752>.

[index](#)

– Nigeria : des pneus fabriqués aux dépens des moyens de vie de la population

Auriez-vous imaginé que les pneus de votre voiture ont pu être fabriqués aux dépens des moyens de vie de la population du Nigeria ?

La plupart de la production mondiale de caoutchouc est employée à fabriquer des pneus pour des véhicules de toutes sortes, automobiles, camions, avions et ainsi de suite. Pour se faire une idée de l'énorme quantité de pneus que l'on consomme, il suffit de jeter un coup d'œil aux statistiques : en 2007, 1,3 milliard de pneus ont été fabriqués.

Les pays du Sud-Est asiatique (Malaisie, Indonésie et Thaïlande) sont les premiers producteurs de caoutchouc du monde, tandis que la production de l'Afrique représente environ 5 % de la production totale de caoutchouc naturel. Dans ce continent, les principaux pays producteurs sont le Nigeria (300 000 hectares), le Liberia (100 000 ha) et la Côte d'Ivoire (70 000 ha).

Les plus grands producteurs de pneus sont les sociétés multinationales Michelin et Bridgestone, et les deux opèrent en Afrique, où elles ont établi leurs plantations d'hévéas. Celles de Bridgestone/Firestone sont au Liberia, où elles ont donné lieu à de graves conflits tristement célèbres (cf. les articles parus à ce sujet dans les bulletins 134 et 102 du WRM).

De son côté, l'entreprise française Michelin n'a commencé que tout récemment à écrire sa propre histoire de violations de droits de l'homme. Tout a commencé le 29 mai 2007, lorsque 3 500 hectares de la réserve de la forêt d'Iguobazuwa et des terres agricoles individuelles et communales ont été transformés en plantations de caoutchouc sans le consentement de la communauté. La réserve ainsi envahie est située dans l'État d'Edo, dans la région sud-occidentale du Nigeria.

La réserve d'Iguobazuwa a été décrite comme l'une des régions boisées du Nigeria les plus riches en diversité biologique. Plus de 20 000 agriculteurs vivent autour d'elle. Ils cultivent la terre et dépendent aussi de la forêt pour satisfaire leurs besoins quotidiens.

Or, sans avoir jamais consulté les habitants, le gouvernement local a alloué 3 500 hectares de forêt à la multinationale française pour y établir des plantations de caoutchouc.

Quand l'entreprise est arrivée, elle a rasé au bulldozer les 3 500 hectares de forêt et les terres agricoles des habitants qui, du jour au lendemain, ont vu leurs deux moyens de subsistance – la forêt et les champs – complètement détruits. Ils ont tout perdu.

Les terres leur permettaient de produire les aliments nécessaires à leur consommation quotidienne mais elles étaient aussi une source de revenus, car ils vendaient une partie de leur production sur le marché local. La forêt environnante était leur pharmacie, leur source d'eau et de bois et le lieu de culte.

L'organisation nationale de défense de l'environnement, Environmental Rights Action (ERA), qui a suivi l'affaire de près, rapporte que « juste avant que le gouverneur de l'état d'Evo, Lucky Igbinedion, ne quitte son poste (le 29 mai 2007), une vaste étendue de la réserve forestière d'Iguobazuwa, mesurant plus de trois mille cinq cents hectares, a été attribuée à Michelin Nigeria Plc (propriétaire de l'entreprise caoutchoutière étatique Osse River), sans respecter les procédures légales. Cette décision, que Michelin aurait obtenue par des moyens détournés, a été prise sans le consentement des communautés concernées. Présentée par Michelin et le gouvernement comme une initiative de développement, elle a représenté un grave revers pour les communautés rurales, puisque la plantation de caoutchouc de Michelin a détruit leur forêt, leurs ressources forestières et les terres agricoles individuelles et communales qu'elles possédaient depuis toujours, sans compensation aucune pour les personnes affectées ».

En parlant avec Rita Osarogiagbon, membre d'ERA responsable des forêts et la biodiversité et chargée des rapports avec les médias, le président de l'Association pour le développement de la communauté d'Iguobazuwa, M. Gabriel Igbinigie, a révélé que les gens de la communauté avaient envoyé une délégation à l'ancienne commissaire à l'Environnement, Mme. Sara Adetugbogboh (aujourd'hui commissaire au Commerce et à l'Industrie), pour protester contre une concession censément illégale de terres boisées accordée à Michelin Nigeria. Il a dit qu'elle avait réitéré que l'arrangement actuel avec Michelin avait été fait par le gouvernement précédent, et non par le gouvernement actuel, et que Michelin devrait régler le différend en payant des indemnités aux membres des communautés affectées.

Les membres des communautés ont essayé à maintes reprises d'obtenir satisfaction, mais rien n'a changé. Les femmes ont eu assez d'être passives et ont décidé de se faire entendre par les autorités et pas l'entreprise. Début novembre, elles ont organisé deux ateliers pour partager leurs expériences. Elles ont formulé une série de réclamations et elles sont décidées à récupérer leurs terres.

Par suite de l'atelier de deux jours qui a eu lieu les 4 et 5 novembre 2008, Michelin a fait venir quelques membres de deux villages (Aifesoba et Iguobazuwa) sur les neuf villages qui avaient été directement touchés, et elle leur a payé une compensation. Les habitants d'Iguobazuwa ont reçu une compensation adéquate, tandis que ceux d'Aifesoba n'auraient reçu que des clopinettes car, d'après eux, cela ne correspondait pas du tout à la destruction subie ni à la valeur des cultures perdues.

Cette tactique de diviser pour régner de Michelin a provoqué beaucoup de mécontentement chez les membres des communautés. Ils ont donc organisé dernièrement dans la ville de Benin une marche pacifique, à laquelle ont participé des hommes, des femmes et des enfants des villages concernés, pour faire connaître leurs doléances. Ils ont demandé à ERA/FoE Nigeria et au Mouvement mondial pour les forêts tropicales de les soutenir pour que justice soit faite.

Une femme d'un village voisin d'Iguobazuwa a décrit très clairement la situation : « *Je ne veux pas de l'argent. Je veux qu'on me rende ma terre... si on me donne aujourd'hui un million de nairas, je serai quand même fauchée, mais si j'ai ma terre je peux toujours la cultiver pour nourrir ma famille et peut-être la transmettre à mes enfants* ».

Ils sont confrontés à de graves dangers : la pénurie d'aliments découlant de la hausse des prix sur les marchés locaux et qui provoque la malnutrition et la famine, et des troubles de santé dus à des épidémies car les plantes médicinales ont disparu après que Michelin a transformé leurs forêts en plantations de caoutchouc.

Les femmes ont déclaré qu'elles n'auront pas de cesse avant que leur terre leur soit rendue, que tous les arbres soient replantés et qu'elles soient pleinement indemnisées pour les cultures détruites. Elles savent que ce ne sera pas facile et que, pour y parvenir, elles auront besoin du soutien international.

Si vous souhaitez apporter votre soutien à ces femmes, vous pouvez le faire en signant la lettre postée sur [http://www.wrm.org.uy/countries/Support to Nigerian Communities fr.html](http://www.wrm.org.uy/countries/Support%20to%20Nigerian%20Communities%20fr.html), qui sera envoyée au gouvernement du Nigeria et aux bureaux de Michelin.

Article rédigé à partir d'informations tirées du rapport 172 d'Environmental Rights Action, ERA, http://www.eraaction.org/index.php?option=com_content&view=article&id=105:field-report-172-michelin-converts-prime-forest-to-plantation&catid=5, du site internet de Michelin, www.michelin.com, <http://www.michelin.com/corporate/front/templates/affich.jsp?codeRubrique=88&lang=EN>, <http://www.michelin.com/corporate/front/templates/affich.jsp?codeRubrique=88&lang=EN>, et d'informations obtenues au cours de l'atelier organisé au Nigeria les 4 et 5 novembre dans le cadre du projet conjoint WRM – FoE sur le rôle joué par l'UE dans la dégradation de la situation des femmes du Sud.

[index](#)

Cette nouvelle publication du WRM parue dans sa Série sur les plantations (n°13) examine les résistances des populations riveraines à deux des plus grandes plantations industrielles d'arbres d'Afrique, la monoculture d'hévéas *Hévéa-Cameroun* (HEVECAM) et celle de palmiers à huile de la *Société Camerounaise de Palmeraies* (SOCAPALM). Ce rapport entend contribuer à combler un manque d'information sur la situation autour des plantations commerciales en Afrique Equatoriale.

Avant l'installation des deux monocultures, la région – située dans le Sud-Cameroun près de Kribi – était couverte par la forêt pluviale littorale, exceptionnellement riche en biodiversité. Elle était faiblement peuplée de paysans-chasseurs bantous et de chasseurs-cueilleurs bagyeli (« pygmées »), tous deux étroitement dépendants des ressources forestières. Avec l'arrivée des plantations en 1975 pour HEVECAM et en 1978 pour SOCAPALM, ces populations ont été déplacées et la forêt a été défrichée puis remplacée par les monocultures. Aujourd'hui, les plantations jouxtent une vingtaine de communautés bantoues et bagyeli qui sont entrées en conflits plus ou moins ouverts avec ces dernières et dont le rapport rend compte en détails.

En examinant le conflit, il apparaît clairement que le rôle du gouvernement a toujours été prépondérant, notamment par le fait que ce dernier pose le cadre légal d'action aux agro-industries (propriété du sol, cahier des charges, lois sociales et environnementales). S'il est vrai que l'Etat doit lui-même se plier à certains acteurs internationaux (FMI/Banque mondiale, gouvernement français), il n'en reste pas moins un acteur clé dans le conflit et il est, de façon générale, clairement du côté des agro-industries. Le rapport des populations locales à l'Etat est à cet égard ambigu : il est d'un côté perçu comme lointain et autoritaire (« ce ne sont pas vos terres mais les terres du gouvernement ») est le type de réponse que les villageois reçoivent des autorités) et d'un autre côté, l'Etat est jusqu'à un certain point encore respecté (« nous n'allons pas utiliser les armes contre notre propre gouvernement ! »).

Dans ce contexte conflictuel, on peut se demander pourquoi, au Cameroun, les plantations industrielles ont été à ce point encouragées par l'Etat – alors que leurs performances économiques sont souvent restées en dessous des attentes. Une explication consiste à montrer les intérêts personnels des élites nationales et la subordination des paysans aux impératifs de l'accumulation capitaliste vue comme l'unique chemin vers le « développement ». En résumé, l'Etat a incontestablement été positionné dès le début de la colonisation – et à la demande du secteur privé de la métropole – comme l'acteur principal de la transition vers le capitalisme, et ce, malgré la résistance des communautés. Le premier grand mouvement nationaliste – l'UPC (Union des Populations du Cameroun) du socialiste Ruben Um Nyobé – est d'ailleurs né des problèmes fonciers liés à la colonisation française.

Pourtant le conflit entre les populations locales et HEVECAM–SOCAPALM n'est pas uniquement un conflit foncier : c'est aussi – et peut-être surtout maintenant – un conflit environnemental car les Bantous et les Bagyeli ne revendiquent pas le contrôle du territoire de la plantation en tant que tel puisque celui-ci est devenu inutilisable à leurs yeux. Ce qu'ils revendiquent, c'est : (1) un dédommagement sous quelque forme que ce soit – monétaire, plantations villageoises ou infrastructures (routes, écoles, etc.) – pour la destruction de ce qu'ils considèrent comme leur forêt ; et (2) la non-extension

d'HEVECAM–SOCAPALM, c'est-à-dire la préservation de leurs forêts coutumières restantes. C'est à ces fins que les Bantous riverains revendiquent la présence des leurs parmi les hauts cadres de ces entreprises.

Mais comme souvent chez les populations rurales appauvries, les conflits sociaux restent latents, peu organisés et peu politisés. Les villageois montrent souvent une forme de résignation. Comme l'Etat est le « chef suprême de la terre » et de la violence légitime, il y a obligation de se soumettre. Le terrain sur lequel s'exprime le mécontentement reste donc souvent celui du discours, ce que R. Oyono appelle un « conflit de langage ». En fait, la situation décrite dans ce rapport correspond tout à fait à ce que J. Scott a appelé les « formes quotidiennes de la résistance ». Celles-ci font référence à n'importe quel acte, par des membres de classes sociales basses, ayant pour but d'atténuer ou de refuser les exigences (ici : l'occupation des terres et l'obligation de respecter la propriété privée) des classes supérieures (ici : la direction d'HEVECAM–SOCAPALM et l'Etat) ou ayant pour but d'exprimer leurs propres exigences (ici : un dédommagement au sens large). Ce genre de résistance était passé inaperçu des historiens et des politologues – car il ne laisse généralement aucune trace écrite – alors qu'il s'agit sans doute de la forme de conflit la plus courante parmi les populations rurales. Ces dernières ne sont donc pas ce que les observateurs externes ont trop souvent cru voir, c'est-à-dire des couches globalement passives qui se révoltent sporadiquement en bouffées de violence. Ces formes quotidiennes de résistance sont souvent les armes des sans-pouvoirs. Elles peuvent prendre différentes formes comme le sabotage, le vol, l'ignorance feinte, la fausse entente, la dissimulation, le non-engagement, la diffamation, l'incendie, etc. Dans le cas qui nous intéresse, les vols des produits des plantations ainsi que les incendies sont typiquement des formes de résistance qui ont lieu autour d'HEVECAM–SOCAPALM. Ce genre de lutte de classe ne requiert pas (ou peu) de coordination et de planification ; il est généralement anonyme et évite toute confrontation directe avec les autorités ou les classes supérieures afin d'esquiver la répression. En outre, par leur accumulation, ces actes de résistance peuvent finir par avoir de sérieux effets sur les intérêts des dominants.

Sur la relation conflit–effets, J. Martínez-Alier écrit que « L'importance ne devrait pas tant être donnée à la “résolution des conflits environnementaux” mais plutôt (dans des limites gandhiennes) à l'exacerbation des conflits, si le but est d'avancer vers une économie écologique ». En effet, écrit cet auteur, il est possible que ce genre de conflits environnementaux – qualifié d'écologisme des pauvres – représente bientôt une importante force sociale qui permettra d'atteindre une plus grande soutenabilité.

Julien-François Gerber (JulienFrancois.Gerber@campus.uab.es)

Numéro 13 de la série du WRM: "Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale. Populations locales versus plantations commerciales d'hévéas et de palmiers à huile dans le Sud-Cameroun", Julien-François Gerber.

En français seulement. À télécharger depuis le site du WRM :

http://www.wrm.org.uy/publications/Cameroun_fr.pdf

Pour commander des exemplaires sur papier veuillez contacter :

bookswrm@wrm.org.uy

– Papouasie-Nouvelle-Guinée : par sa promotion du palmier à huile, la Banque mondiale fait sombrer les gens dans la misère

La Banque mondiale vient d'accorder au gouvernement de la PNG un prêt de 27,5 millions USD pour le développement des petits agriculteurs. Ce projet, dénommé SADP, « vise à augmenter les revenus agricoles de quelques communautés des provinces de Nouvelle Bretagne occidentale et Oro ». D'après le directeur de la Banque mondiale pour la PNG, Benson Ateng, il s'agit d'un « élément clé de la nouvelle stratégie pour le pays, par le soutien de l'atténuation de la pauvreté dans deux provinces où l'on cultive le palmier à huile. Le but du projet est d'augmenter les revenus des cultivateurs de palmier à huile en envisageant le développement agricole du point de vue communautaire ».

Or, les habitants de la province d'Oro, où les plantations se sont développées grâce à un prêt préalable de la Banque mondiale, s'opposent décidément au projet SADP et affirment qu'il « a été récupéré par les entreprises de plantation de palmier à huile du pays pour contribuer à l'expansion de cette culture, au lieu de le dépenser dans des zones où il permettrait à la population rurale tributaire de l'agriculture d'améliorer ses profits économiques ».

Au lieu de favoriser une approche diversifiée du développement agricole, ce projet encouragera les petits propriétaires à établir des plantations de palmier à huile dans leurs terres.

D'après une lettre reçue par le Mouvement mondial pour les forêts tropicales, les communautés locales s'opposent à ce que le prêt soit destiné à l'expansion du palmier à huile pour les raisons suivantes :

« Premièrement, **le palmier à huile n'est pas la seule option** pour faire participer la population rurale à l'économie monétaire, contrairement à ce qu'en pensent notre gouvernement et les sociétés multinationales qui opèrent dans le pays. Or, toutes les évaluations se sont centrées sur le palmier à huile et non sur les autres possibilités. Dans la province du Nord, les équipes d'évaluation n'ont discuté qu'avec les représentants de l'industrie du palmier. Ces consultations n'ont pas comporté non plus de réunions avec ceux qui cultivent d'autres produits dans les zones de plantation de palmiers à huile. Par conséquent, les avis recueillis pour soutenir la demande de prêt ne reflètent pas ceux d'un échantillon représentatif de la population.

Deuxièmement, nous sommes d'avis que, pour que ce prêt SADP bénéficie davantage de familles tributaires de l'agriculture, le gouvernement devrait veiller à développer et à entretenir les routes d'accès aux communautés rurales, afin que le gros de la population puisse y participer.

L'expansion du palmier à huile n'est pas dans l'intérêt de la nation car elle aura de graves effets négatifs sur notre environnement physique et social. Elle a déjà contribué

à la forte diminution des forêts et de la diversité biologique de notre pays, et entraîné des problèmes écologiques et sociaux dont les entreprises de palmier à huile ont carrément refusé d'accepter la responsabilité.

Nous savons que la Banque mondiale est très bien informée des conséquences directes de l'industrie du palmier à huile ; pourtant, elle estime convenable d'accorder un nouveau prêt au gouvernement de la PNG, sous prétexte de développement agricole et d'atténuation de la pauvreté. Or, ce sont les sociétés multinationales qui profitent de ces prêts, tandis que c'est à nous de les rembourser.

En fait, le prêt précédent de la Banque mondiale pour le projet d'expansion du palmier à huile dans la province d'Oro a eu l'effet opposé : au lieu de réduire la pauvreté, il a privé de leurs terres certains membres de la population, les premiers d'une nouvelle catégorie de pauvres que nos ancêtres n'ont jamais connue. »

Sur la base des considérations mentionnées, les communautés demandent à la Banque locale de modifier les conditions du prêt de manière à promouvoir des options autres que le palmier à huile, ou bien d'annuler le prêt.

De leur côté, les entreprises de palmier à huile font des pressions sur le gouvernement pour obtenir que les fonds soient déboursés rapidement, puisque leurs propres plans de mise en œuvre sont déjà prêts. Pourtant, il est encore possible de modifier la situation. C'est précisément pour cela que les habitants de la province d'Oro s'efforcent maintenant de freiner cette approche monoculturelle et d'en faire adopter une autre qui soit diversifiée.

Ils ont rédigé une lettre qui sera envoyée aux autorités de la Banque mondiale et au gouvernement de la PNG, et ils demandent le soutien international. La lettre est disponible sur : [http://www.wrm.org.uy/countries/Support to Papua New Guniea.html](http://www.wrm.org.uy/countries/Support%20to%20Papua%20New%20Guniea.html). Ceux qui souhaitent la souscrire peuvent le faire en envoyant leur nom, celui de leur organisation et celui de leur pays à l'adresse électronique support@wrm.org.uy avant le 20 février.

[index](#)

– Les plantations, la pauvreté et le pouvoir: le rôle de l'Europe dans l'expansion de l'industrie de la pâte dans le Sud

Avant le récent effondrement de l'économie mondiale, l'industrie de la pâte avait des projets d'expansion ambitieux. Des usines se fermaient dans le Nord mais, dans le Sud, un développement considérable était prévu, qui comportait d'accroître la capacité de production de cinq millions de tonnes par an pendant les cinq prochaines années. De vastes plantations en régime de monoculture ont été établies pour alimenter en matière première les nouvelles usines géantes, en particulier en Amérique latine, dans le Sud-Est de l'Asie et en Afrique du Sud.

Or, aujourd'hui les analystes de l'industrie parlent de surcapacité et évoquent l'existence d'un « mur de pâte ». Entre septembre et décembre 2008, la production mondiale a diminué de plus de 2 millions de tonnes. Le Sud-Est asiatique est le plus

fortement touché : Asia Pulp & Paper et APRIL ont réduit la production de pâte d'un total de 580 000 tonnes. Au Brésil, Aracruz essaie désespérément d'économiser de l'argent après avoir perdu près de 2 milliards USD d'investissements dans des produits dérivés et elle a abandonné (du moins pour l'instant) le projet d'une usine de 1,5 million de tonnes par an qu'elle pensait construire à Guaiba, Rio Grande do Sul.

Les usines de pâte ne se construisent pas d'elles-mêmes, tout comme les plantations ne se plantent pas d'elles-mêmes. L'une des causes des problèmes actuels de l'industrie est un conflit d'intérêts. Les entreprises, les agences d'aide et les institutions européennes jouent un rôle considérable dans la promotion et le financement de l'expansion de l'industrie dans le Sud. Elles encouragent cette expansion non pas comme une forme de « développement » mais parce qu'elle est avantageuse pour l'industrie européenne.

Mon nouveau rapport, « Les plantations, la pauvreté et le pouvoir », examine le rôle des entreprises et des institutions européennes dans la promotion de l'expansion de l'industrie de la pâte et du papier dans les pays du Sud. Il répond aux mensonges que les défenseurs des plantations répètent pour justifier la prolifération des plantations industrielles d'arbres dans le Sud : qu'elles créent des emplois, qu'elles diminuent la pression sur les forêts, qu'elles sont établies uniquement dans des terres dégradées, qu'elles restaurent les sols, piègent du carbone, contribuent à satisfaire la « demande mondiale » de papier et, le mensonge le plus gros de tous, que ces plantations sont des forêts.

Pour les gens qui vivent dans les zones où des plantations ont été établies, la réalité est qu'elles ont détruit leurs moyens de vie et asséché les fleuves et les ruisseaux. Les rares emplois qu'elles ont créés sont dangereux, mal payés et généralement saisonniers. Les usines de pâte figurent parmi les activités industrielles les plus polluantes. Une des raisons pour lesquelles le Sud est si attrayant est que les réglementations y sont moins strictes. En outre, les arbres poussent plus vite dans les tropiques, la main-d'œuvre y est bon marché et les gouvernements offrent toute une série de subsides pour encourager l'expansion de l'industrie. Mais il existe une autre raison importante, que l'industrie est moins disposée à reconnaître : dans plusieurs pays, la superficie des plantations industrielles d'arbres s'est rapidement élargie pendant des dictatures militaires brutales, où il était extrêmement dangereux, voire impossible, de protester contre leur impact. C'est ce qui s'est passé, par exemple, en Afrique du Sud, au Chili, au Brésil, en Thaïlande et en Indonésie.

Le rapport analyse cinq projets de façon détaillée : Veracel (Brésil), Sappi (Swaziland), Advance Agro (Thaïlande), Asia Pulp & Paper (Indonésie) et Botnia (Uruguay). Sans les généreux subsides qu'ils ont reçus, il est probable qu'aucun n'aurait pu aller de l'avant. Tous ont permis à des cabinets de consultants, des entreprises d'équipements industriels et des sociétés d'ingénierie européennes, nordiques et nord-américaines d'obtenir une série de contrats lucratifs. Tous ont apporté de graves problèmes aux populations locales.

Viennent ensuite les descriptions de quelques protagonistes européens impliqués dans la promotion, la conception et la mise en œuvre de projets de production de pâte dans le Sud. Pöyry est la société conseil la plus grande du monde en matière de

foresterie et elle a facilité (et profité de) l'expansion de l'industrie papetière dans de nombreux pays, du Nord comme du Sud. La Confédération des industries papetières européennes soutient l'industrie européenne de la pâte et du papier, quelles qu'en soient les conséquences pour les gens et les forêts. La Banque asiatique de développement, la Société financière internationale et la Banque européenne d'investissement donnent des exemples du soutien que les agences d'aide multilatérale apportent à l'industrie de la pâte. Chacune de ces agences a des normes différentes qu'elle est censée appliquer aux projets potentiellement destructeurs, tels que les plantations industrielles d'arbres et les usines de pâte. Dans tous les cas, ces normes (et la manière de les appliquer) ne parviennent pas à éviter les atteintes aux communautés et à l'environnement.

Le rapport examine dans le détail deux ensembles de normes d'application volontaire : les directives de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU sur les « forêts plantées », et le système de certification du Forest Stewardship Council. Les deux organisations soutiennent l'industrie de la pâte et l'expansion des plantations industrielles d'arbres. En définissant les plantations comme des forêts, la FAO contribue à créer l'illusion que les plantations ne sont pas destructrices et qu'elles ne sont qu'un type de forêt différent. Le FSC soutient l'industrie de la pâte en certifiant que les plantations industrielles d'arbres sont bien gérées, sans s'occuper même pas des dommages les plus flagrants qu'elles provoquent.

Le rapport se termine en suggérant une voie différente que l'industrie de la pâte pourrait emprunter, et qui permettrait de satisfaire la demande locale de papier à partir de petites usines de pâte et de papier alimentées par des matières premières d'origine locale. Le papier pourrait et devrait être produit sans détruire les forêts, les prairies et les moyens d'existence des populations. Pour que l'industrie de la pâte et du papier devienne moins destructrice il faudrait commencer par mettre fin aux subsides qui permettent de maintenir le statu quo. Les fonds destinés au développement ne devraient plus être utilisés pour faciliter l'expansion de l'industrie mondiale de la pâte et des plantations industrielles d'arbres qui y sont associées.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

Le nouveau rapport de Chris Lang, "Plantations, poverty and power: Europe's role in the expansion of the pulp industry in the South", peut être téléchargé depuis :
http://www.wrm.org.uy/publications/Plantations_Poverty_Power.pdf.

[index](#)

L'AFFAIRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

– Le charbon de bois déguisé en “biochar” : encore une combine technologique

D'après un groupe de scientifiques, d'entrepreneurs et de lobbyistes de plus en plus nombreux, actifs et influents, la meilleure, voire la seule manière de survivre au changement climatique et de résoudre les crises alimentaire et énergétique est d'enfouir chaque année dans le sol des milliards de tonnes de charbon de bois. Ils

appellent cela « biochar », comme s'il s'agissait d'une nouveauté technologique, et affirment que cela permettra de stocker du carbone pendant des milliers d'années, de produire de l'énergie par le même procédé utilisé pour produire le charbon, d'améliorer considérablement le rendement des cultures et d'arrêter le déboisement (celui-ci étant causé, selon beaucoup d'entre eux, surtout par les petits agriculteurs qui coupent et brûlent les forêts parce qu'ils ne peuvent pas maintenir la fertilité de leurs sols). Pour bizarres et infondées que soient ces affirmations, elles sont prises très au sérieux dans les hautes sphères politiques.

À la conférence 2008 de l'Initiative Internationale Biochar (IBI), l'organisation qui fait le plus de pressions pour le biochar, l'orateur principal était l'Australien Tim Flannery. Il préside le Conseil du Climat de Copenhague qui organise le Sommet mondial des entreprises sur le changement climatique où des chefs d'entreprise se rassembleront en mai 2009 pour formuler des recommandations qu'ils présenteront à la CCNUCC. Beaucoup d'autres membres et de sympathisants de l'IBI ont des relations de ce genre et sont en mesure d'influer sur les décisions prises à haut niveau.

L'IBI a remporté de grands succès à la Conférence de la CCNUCC à Poznan : suite à une proposition de la CNUCLD, le biochar a été inclus dans le « dialogue sur le régime climatique pour la période postérieure à 2012 » [1]. En outre, le gouvernement de la Micronésie a manifesté que le biochar devrait jouer un rôle très important dans l'atténuation du changement climatique. Des crédits pour le biochar au titre du MDP pourraient être formellement approuvés à Copenhague.

Dans ce cas, une déclaration de Flannery pourrait s'avérer correcte : « Avec... la promotion et l'adoption appropriées, il changera à jamais notre monde », mais tout porte à conclure que la deuxième partie de sa phrase ne le sera pas : « et vraiment pour le mieux » [2].

Le charbon de bois dénommé biochar est un sous-produit de la pyrolyse de la biomasse, une forme de production de bioénergie qui produit deux types de combustible, le biopétrole et le syngaz. Les deux peuvent être utilisés pour produire de la chaleur et de l'énergie ; ils peuvent aussi être plus raffinés et devenir des agrocarburants de deuxième génération, pour les voitures et peut-être les avions. Cela coïncide parfaitement avec la tendance à établir des bioraffineries et des plantations d'arbres pour alimenter les automobiles, sans pour autant dépendre d'elles. La pyrolyse pour le chauffage et l'électricité pourrait se développer très vite, à condition de surmonter les 'obstacles du marché'. Si les entreprises de pyrolyse pouvaient gagner de l'argent en transformant le biochar en fertilisants brevetés (dont les profits seraient garantis par l'expansion des plantations) et si, par dessus le marché, elles pouvaient obtenir des crédits de carbone, cette industrie décollerait très vite. Pour des sociétés comme Best Energies, Eprida, Dynamotive et Biomass Energy and Carbon, l'inclusion du biochar dans le commerce du carbone représenterait la différence entre la faillite éventuelle et, comme dit Best Energies, « la victoire dans la course à l'obtention de terres pour les carburants de la prochaine génération » [3].

Les lobbyistes de l'IBI décrivent une industrie future qui avantagera surtout les petits agriculteurs et d'autres paysans, grâce à de petites unités de pyrolyse et à des cuisinières qui fabriquent du charbon, mais beaucoup de leurs porte-parole évoquent

des objectifs de piégeage de carbone par le biochar pour lesquels une surface d'un demi-milliard d'hectares de plantations aurait l'air modeste.

Ainsi, le biochar coïncide aussi avec d'autres fausses solutions climatiques fondées sur les grandes plantations et l'accaparement de terres, qu'il s'agisse de produire des agrocarburants, de créer des puits de carbone ou de planter des arbres GM. Les justifications scientifiques du biochar sont encore plus douteuses que celles d'autres fausses solutions : les agrocarburants sont nuisibles mais, au moins, ils peuvent faire rouler les voitures. En revanche, on n'a pas encore démontré que la simple addition de charbon au sol piège du carbone ou rende le sol plus fertile. La 'preuve' invoquée est fondée sur la *terra preta*, des sols anciens de l'Amazonie centrale, formés il y a des centaines ou des milliers d'années. La *terra preta* a été créée par des petits agriculteurs qui, au fil des générations, ont enfoui dans le sol du charbon de bois mélangé à du compost, des os de mammifères et de poissons, des sédiments fluviaux, de l'engrais et divers déchets végétaux. Rien ne prouve que ces sols riches en carbone et fertiles puissent être recréés facilement – ou rapidement – en appliquant aux champs de grandes quantités de charbon.

À ce jour, une seule étude sur le terrain a été publiée dans une revue scientifique. Les chercheurs ont trouvé que l'addition de charbon de bois rendait plus efficaces les fertilisants azotés synthétiques. Le rendement des plantes qui avaient reçu du charbon et des fertilisants restait considérablement plus faible que celui des plantes ayant reçu uniquement du fumier de poule. Là où seul le charbon a été utilisé, la croissance de la biomasse a été nulle après deux récoltes. C'est pourquoi une bonne partie des « recherches sur le biochar » incluent l'utilisation d'un fertilisant au bicarbonate d'ammonium, dont le charbon n'est qu'un élément. Du moins pendant cette étude de courte durée, la plupart du carbone est resté dans le sol, mais d'autres études indiquent que même cela ne serait pas garanti.

Une étude menée au Kenya a montré que pendant les 20-30 premières années après le brûlage de la biomasse, les sols perdaient 72 % du carbone contenu dans le charbon [4]. Les premiers résultats d'une étude sur le terrain en Colombie montrent qu'au bout de deux ans les parcelles où l'on avait ajouté du charbon avaient un meilleur rendement mais avaient perdu 60 % de carbone de plus que les parcelles de contrôle [5]. Cela enlève tout sérieux aux affirmations sur le potentiel de piégeage de carbone du biochar au niveau de la géo-ingénierie.

L'essor actuel du biochar est comparable à celui des agrocarburants vers 2002 : on fait des promesses sans fondement pour résoudre d'un coup le problème du climat et celui de la pauvreté, tandis que, dans les coulisses, un gros effort de lobbying fraie le chemin à la création de marchés artificiels grâce au soutien étatique. D'ici la fin de l'année, le lobby du biochar pourrait bien réussir à faire inclure le biochar dans le MDP et les autres systèmes d'échange de carbone pour la période après 2012, peut-être même avec des « crédits doubles », et à obtenir davantage de soutien des États. Les grands investissements industriels et l'expansion des plantations viendront ensuite. Plusieurs entreprises indonésiennes de la pâte et du papier, le directeur général de l'association indonésienne de l'huile de palme, Embrapa au Brésil, la société agro-industrielle bolivienne DESA à Santa Cruz et Shell sont parmi ceux qui défendent déjà cette idée. Il faudrait savoir si les organisations et les mouvements de la société civile

pourront s'organiser suffisamment vite pour freiner la ruée vers le biochar industriel et, surtout, le commerce du carbone de ce charbon de bois aujourd'hui dénommé biochar. Si nous n'y parvenons pas cette année, nous risquons de nous retrouver confrontés à une nouvelle poussée d'accaparement de terres et de forêts et de destruction d'autres écosystèmes.

Almuth Ernsting, Biofuelwatch, <http://www.biofuelwatch.org.uk>, adresse électronique : info@biofuelwatch.org.uk.

Références :

Pour de plus amples informations voir en particulier la Section 4 de "Climate Geo-engineering with 'Carbon Negative' Bioenergy",
www.biofuelwatch.org.uk/docs/cnbe/cnbe.html.

- [1] www.biochar.org/joomla/index.php?option=com_content&task=view&id=51&Itemid=3
- [2] <http://www.biochar-international.org/timflannery.html>
- [3] www.bestenergies.com/aboutus.html
- [4] www.springerlink.com/content/0h15324rrg7k5061/
- [5] www.biochar-international.org/images/J_Major_biogeochem.pdf

index

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

